

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>20.04.2024</b>
Thema	<b>Rechtsordnung</b>
Schlagworte	<b>Stimm- und Wahlrecht</b>
Akteure	<b>Keine Einschränkung</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 20.04.2024</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Ackermann, Nadja  
Bühlmann, Marc  
Frick, Karin  
Gilg, Peter  
Hirter, Hans  
Junker, Beat  
Siegenthaler, Jürg

## Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Nadja; Bühlmann, Marc; Frick, Karin; Gilg, Peter; Hirter, Hans; Junker, Beat; Siegenthaler, Jürg 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Rechtsordnung, Stimm- und Wahlrecht, 1970 - 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 20.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Rechtsordnung	1
Stimm- und Wahlrecht	1

## Abkürzungsverzeichnis

<b>AHV</b>	Alters- und Hinterlassenenversicherung
<b>OSZE</b>	Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa
<b>SPK-NR</b>	Staatspolitische Kommission des Nationalrats
<b>UNESCO</b>	Organisation der Vereinten Nationen für Erziehung, Wissenschaft und Kultur
<b>SGB</b>	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
<b>BV</b>	Bundesverfassung
<b>CNG</b>	Christlichnationaler Gewerkschaftsbund (Vorgänger von Travail.suisse)
<b>LFSA</b>	Landesverband Freier Schweizer Arbeitnehmer
<b>SES</b>	Schweizerische Energie-Stiftung

---

<b>AVS</b>	Assurance-vieillesse et survivants
<b>OSCE</b>	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
<b>CIP-CN</b>	Commission des institutions politiques du Conseil national
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>USS</b>	Union syndicale suisse
<b>Cst</b>	Constitution fédérale
<b>CSC</b>	Confédération des syndicats chrétiens de Suisse (Prédécesseur de Travail.suisse)
<b>USSA</b>	Union suisse des syndicats autonomes
<b>FSE</b>	Fondation Suisse de l'Énergie

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Rechtsordnung

#### Stimm- und Wahlrecht

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 31.12.1970  
PETER GILG

Das schon 1968 laut gewordene Begehren nach einer Herabsetzung des Stimmrechtsalters auf 18 Jahre war Gegenstand parlamentarischer Beratungen auf Bundes- und Kantonebene. In beiden eidgenössischen Räten wurden im Juni entsprechende Postulate überwiesen, im Ständerat allerdings nicht ohne Opposition. Bundesrat von Moos nahm sie zuhanden einer Studiengruppe, die sich zugleich mit einer Reform des Nationalratswahlrechts zu befassen hat, entgegen. In der öffentlichen Diskussion wurde einerseits auf kantonale Stimmrechtsordnungen in der Innerschweiz, die schon 18- oder 19jährige mitentscheiden lassen, andererseits auf die Entwicklung im Ausland hingewiesen. Eine Meinungsumfrage ergab allerdings noch eine mehrheitliche Ablehnung. Verschiedentlich wurde die Ansicht geäußert, dass das Stimmrecht der Frauen vor demjenigen der Jugendlichen den Vorrang haben müsse; ausserdem kam der Zusammenhang zwischen politischem und zivilrechtlichem Mündigkeitsalter zur Sprache. In Genf stimmte der Grosse Rat auf christlichsozialen Antrag einer Verfassungsänderung zu, die das Stimmrechtsalter auf 18 Jahre senken soll. Die Kantonsparlamente von Baselland, Luzern und Schaffhausen überwiesen entsprechende Motionen an ihre Regierungen; in Bern wurde nur ein Postulat angenommen, eine Motion dagegen abgelehnt. In Luzern lancierten die Jungliberalen gleich nach der Annahme des Frauenstimmrechts eine Volksinitiative; in Baselstadt konnte eine solche durch die PdA bereits eingereicht werden. Eine Petition der sanktgallischen Jungen christlichen Union wurde vom Regierungsrat mit Rücksicht auf den Misserfolg der Frauenstimmrechtsvorlage zurückgewiesen.<sup>1</sup>

BUNDESRATSGESCHÄFT  
DATUM: 31.12.1971  
PETER GILG

La votation fédérale du 7 février sur l'introduction du suffrage féminin fut précédée d'une campagne animée. La Suisse officielle se prononça presque unanimement en faveur de l'acceptation du projet. En 1970, ce dernier avait déjà été admis sans opposition par les deux Chambres. Tous les partis politiques nationaux et certaines associations professionnelles donnèrent la même consigne positive (Partis: PRDS; PSS; PDC; PAB; Indépendants; PdT; Evangéliques; Libéraux. – Associations: USS; FSE; Union des paysannes suisses). Les partis cantonaux suivirent (PAB de Schaffhouse; PRD d'Appenzell Rhodes-Extérieures), à l'exception de quelques rares formations favorables à la liberté de vote. Les opposants se regroupèrent en une Action fédérale contre le droit de vote féminin, sous la présidence de l'avocat argovien Markus Herzig (Plusieurs comités cantonaux se sont constitués pour combattre le projet). Dans la presse, la majorité des voix qui s'élevèrent furent favorables au projet; en Suisse romande, ce fut presque l'unanimité. La radio et la télévision retransmirent des débats contradictoires. Des magistrats fédéraux et cantonaux s'engagèrent par écrit et verbalement en faveur des droits politiques de la femme (Le Conseil fédéral a répondu affirmativement à une petite question du CN Cevey (fdp/prd VD) qui lui demandait de participer activement à la campagne électorale). L'écrasante majorité des prises de position favorables au projet fut telle que les adversaires se plainquirent de ce qu'on étouffait leur voix. Alors que ces derniers fondaient principalement leur argumentation sur les différences de fonction sociale et de mode de vie de la femme, les premiers invoquèrent soit une égalité naturelle de droit, soit l'aptitude de la femme à l'action politique, aptitude confirmée par l'expérience. Bien que les sondages d'opinion eussent annoncé une majorité confortable en faveur de l'égalité des droits, on insista, en Suisse romande surtout, sur une forte participation au scrutin, car on ne tenait pour acquises ni la majorité des Etats ni celle du peuple. Le résultat du scrutin dépassa les espérances (621'109 oui contre 323'882 non, participation de 57,7 %; 6 1/2 cantons ont rejeté le projet: AR, AI, GL, OW, SG, SZ, TG, UR). La participation fut relativement élevée, seul le Tessin demeura en dessous de 50 %. Les partisans représentèrent presque une majorité des deux tiers. Le projet fut admis non seulement par les neuf cantons qui avaient déjà introduit le suffrage féminin en matière cantonale, mais encore par trois cantons et demi sur les quatre qui l'exerçaient à titre obligatoire ou facultatif en matière communale, et en plus par trois autres cantons qui n'avaient encore reconnu à la femme aucune égalité politique. Les plus fortes majorités acceptantes furent enregistrées en Suisse romande et au Tessin, ainsi que dans les grandes agglomérations urbaines de la Suisse alémanique; la majorité des cantons de Suisse centrale et de

Suisse orientale constituèrent un bloc assez compact d'opposants.

#### Votation du 7 février 1971

participation: 57.73%  
Oui: 65.73% / états : 15.5  
Non: 34.3% / états : 6.5

Paroles:

Oui: CVP, EVP, FDP, LdU, LPS, PdA, SPS, SVP, SAV, SGB, TravS, VSA  
Non: quelques cas locaux<sup>2</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 31.12.1972  
PETER GILG

Nouveau pas vers l'accroissement du nombre des citoyens actifs, il fut question, à l'échelon national et dans plusieurs cantons, **d'abaisser à 18 ans** la majorité politique. Un groupe d'Alémaniques s'occupant des problèmes de la jeunesse lança dans ce but une initiative fédérale populaire : les signatures devaient en être récoltées par des jeunes gens, ceci précisément afin de permettre aux classes d'âge concernées de manifester leur intérêt pour la chose publique. Le Conseil national examina une autre démarche visant, contrairement au précédentes, non seulement à abaisser la majorité politique, mais encore la majorité civile ; il la rejeta, l'estimant trop contraignante par sa forme, qui était celle d'une motion. Cette décision négative tenait compte du fait que peu de temps auparavant les souverains de trois cantons – Bâle-Campagne, Genève et Schaffhouse – avaient refusé, souvent à de fortes majorités, d'abaisser à 18 ans l'âge électoral ; les parlements cantonaux de Berne et de Zurich s'étant d'ailleurs exprimés dans le même sens. Pourtant, des démarches analogues furent tentées dans plusieurs cantons.<sup>3</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 31.12.1973  
PETER GILG

Nulle part l'élargissement de la participation politique à de nouveaux milieux de la population ne s'est accompli. Se fondant sur les travaux d'une commission d'étude, la Chancellerie a soumis aux cantons et aux partis politiques la question d'un abaissement de la **majorité politique** à 18 ans, avec maintien éventuel de la limite des vingt ans pour l'éligibilité. Une enquête auprès de jeunes avait révélé une faible majorité favorable à cette innovation. La plupart des partis se prononcèrent en faveur de l'abaissement au moins de l'âge pour le droit de vote actif, alors que la majorité des cantons ne désire aucun changement. Le Conseil fédéral s'est alors résolu à ajourner cette affaire. Ce qui l'a incité à agir de la sorte, ce fut notamment le rejet de semblables changements par divers cantons : à la décision négative – obtenue de justesse – au Grand Conseil vaudois en février venaient s'ajouter les verdicts populaires sans équivoque à la landsgemeinde de Glaris, en mai, et à Bâle-Ville, en novembre. Des décisions positives ont été prises, sous réserve de référendum constitutionnel, par les parlements cantonaux de Zurich et du Tessin.<sup>4</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 31.12.1974  
PETER GILG

Le droit de vote n'a pas été étendu à de nouvelles couches de la population. L'abaissement de l'âge électoral à **18 ans**, préconisé par les parlements cantonaux du Tessin et de Zurich en 1973, n'a pas été approuvé par le peuple, pas davantage que des réformes antérieures semblables proposées en d'autres cantons. Néanmoins, un tel abaissement de l'âge de la maturité politique a fait l'objet d'initiatives populaires à Uri et à Schaffhouse. Un sondage d'opinion a révélé que dans l'ensemble du pays, un tiers environ des adultes soutenait la modification. La corporation de; la vallée d'Urseren (UR), compétente pour l'utilisation des alpages et des domaines' communs, a refusé le droit de vote aux femmes et aux jeunes de 18 ans.<sup>5</sup>

**PARLAMENTARISCHE INITIATIVE**  
DATUM: 17.12.1975  
PETER GILG

De nouvelles tentatives ont été faites pour **abaisser le droit de vote à 18 ans**. Les citoyens de deux cantons (Uri et Schaffhouse) ont certes rejeté à forte majorité des projets cantonaux découlant d'initiatives populaires. Néanmoins, en décembre, le Conseil national appuyait, de justesse il est vrai, une initiative parlementaire Ziegler (ps, GE) visant l'introduction de cette innovation sur le plan fédéral. A Neuchâtel aussi, le parlement cantonal se prononçait pour le droit de vote à 18 ans.<sup>6</sup>

PARLAMANTARISCHE INITIATIVE  
DATUM: 31.12.1976  
PETER GILG

Die Festsetzung des Stimmrechtsalters bei **18 Jahren** fand zwar Eingang in den Verfassungsentwurf des neuen Kantons Jura; sie wurde aber vom neuenburgischen Souverän abgelehnt, und eine knappe Mehrheit der Freiburger wollte nicht einmal das Wählbarkeitsalter von 25 auf 20 Jahre senken. Unter diesen Voraussetzungen erschien die Ende 1975 vom Nationalrat unterstützte parlamentarische Initiative Ziegler (sp, GE) für die Zulassung der 18jährigen zu eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen wenig aussichtsreich. Der Bundesrat, der sich schon 1973 für eine Vertagung der Frage entschieden hatte, kam deshalb auf seinen Entscheid nicht zurück.<sup>7</sup>

PARLAMANTARISCHE INITIATIVE  
DATUM: 31.12.1977  
PETER GILG

In der Frage einer Ausdehnung des Stimmrechts auf weitere Träger kam es zu keinen neuen Entscheiden. Der Nationalrat bestätigte zwar seinen Beschluss von Ende 1975, den **18jährigen** im Sinne der Initiative Ziegler (sp, GE) Zugang zu den Urnen zu gewähren, doch die Ständekammer versagte ihm die Gefolgschaft; als Hauptargument führte man die Verwerfung entsprechender Vorlagen in kantonalen Volksabstimmungen an. Die zuständige Nationalratskommission hielt immerhin an der Initiative fest. Erstmals konnten sich am 13. März Auslandschweizer an einer eidgenössischen Abstimmung beteiligen. Die Annahme des Gesetzes über die politischen Rechte hob die bisherigen kantonalen Ungleichheiten im Ausschluss vom Stimmrecht auf Bundesebene auf.<sup>8</sup>

PARLAMANTARISCHE INITIATIVE  
DATUM: 31.12.1978  
PETER GILG

Die Bestrebungen für eine **Gewährung des Stimmrechts schon ab 18 Jahren** kamen um einen weiteren Schritt voran. Nicht nur beharrte der Nationalrat auf der Senkung des politischen Mündigkeitsalters, wie sie die Initiative Ziegler (sp, GE) vorgeschlagen hatte, sondern überraschenderweise lenkte nun auch der Ständerat ein. Dieser hatte die Neuerung im Vorjahr noch als inopportun bewertet, doch die wachsenden Mehrheiten in der Volkskammer liessen eine solche Argumentation nicht mehr zureichend erscheinen. Auch Bundesrat Furgler rückte in seinen Voten von den skeptischen Stellungnahmen der Landesregierung aus früheren Jahren ab. Dass die Frage nunmehr vor die Volksabstimmung kommen sollte, wurde in der Presse vielfach begrüsst, obwohl man für einen ersten gesamtschweizerischen Urnengang noch keine positive Prognose stellte.<sup>9</sup>

PARLAMANTARISCHE INITIATIVE  
DATUM: 18.02.1979  
PETER GILG

Der Beschluss beider eidgenössischen Räte, eine **Erweiterung des Stimmrechts auf die 18–20jährigen** zu bejahen und dem **Volksentscheid** zu unterbreiten, zeitigte ein überraschendes Resultat. Bereits in der Abstimmungskampagne, in der die Vorlage freilich neben den Initiativen zum Atomkraftwerkbau und zur Suchtmittelreklame nicht recht zur Geltung kam, überwogen die befürwortenden Stellungnahmen bei weitem. Von den Landesparteien gaben nur die Nationale Aktion und die Republikaner die Neinparole aus. Konservative Stimmen bestritten der in Frage stehenden Altersstufe einerseits die genügende Reife und andererseits ein verbreitetes Interesse für politische Rechte. Auch wurde betont, dass die zivilrechtliche und die politische Mündigkeit zur gleichen Zeit zuerkannt werden sollten. Demgegenüber verwiesen die Befürworter auf die akzelerierte Entwicklung der jüngsten Generation, auf die weitgehende Einordnung der Jugendlichen in die Gesellschaft (durch Besteuerung, AHV-Beitragspflicht, Führerscheinberechtigung, strafrechtliche Verantwortung), auf die Gefahr einer Überalterung der Aktivbürgerschaft sowie auf die integrierende Wirkung des Stimmrechts. Am 18. Februar **wurde die Vorlage zwar verworfen; sie fand aber die Zustimmung von 49.2 Prozent der Urnengänger** und von 9 Ständen, darunter auch von solchen, welche die Neuerung in früheren Jahren abgelehnt hatten. In der welschen Schweiz überwogen die befürwortenden Stimmen. Das Ergebnis, zu dem eine stärkere Mobilisierung jüngerer Stimmbürger durch die Atomschutzinitiative beigetragen haben mag, regte verschiedenorts dazu an, die Heranziehung der Jugendlichen zu den politischen Rechten wie seinerzeit diejenige der Frauen auf kantonalen Ebene vorzubereiten. Bereits 1979 fiel in zwei Kantonen der Entscheid an der Urne: in Neuenburg positiv, im Tessin dagegen negativ.<sup>10</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 31.12.1980  
PETER GILG

Die Ausdehnung des Stimmrechts auf **die 18–20jährigen** machte auf kantonaler Ebene Fortschritte. In sieben Gliedstaaten wurde die Frage dem Volk vorgelegt; fünf von ihnen (BL, GE, GL, VD, ZG) erbrachten positive Mehrheiten, so dass seit Ende des Jahres schon in acht von den 26 Bundesgliedern die neue Schwelle für die politische Mündigkeit gilt. Freilich sind dies alles Kantone, die auch beim eidgenössischen Volksentscheid vom 18. Februar 1979 Ja-Mehrheiten aufgewiesen haben. In allen kantonalen Abstimmungen, die seither durchgeführt worden sind, ist der Anteil der Ja-Stimmen zurückgegangen, nicht weil die Zahl der Gegner zugenommen hätte, sondern weil die Beteiligung wesentlich geringer war. In den beiden Kantonen, welche die Neuerung verwarfen (SG und ZH), mag die Neuauflage des Themas so kurz nach einem negativen Entscheid auch als «Zwängerei» empfunden worden sein. Einer solchen Reaktion versuchten die Behörden zweier weiterer Kantone vorzubeugen, in denen das Ergebnis 1979 gleichfalls negativ gelautet hatte: aufgrund von parlamentarischen Vorstössen leitete man in Bern und Solothurn Gesetzesrevisionen ein, die es – wie seinerzeit in der Frauenstimmrechtsfrage – zunächst einmal den Gemeinden erlauben sollen, für ihre Angelegenheiten den Kreis der Aktivbürger zu erweitern.<sup>11</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 31.12.1981  
PETER GILG

Die Bestrebungen, das Stimmrecht bereits den **18jährigen** zu gewähren, wurden fortgesetzt, erlitten aber neue Niederlagen. In den Kantonen Basel-Stadt und Luzern scheiterten entsprechende Vorstösse, die vom Parlament gutgeheissen worden waren, in der Volksabstimmung. In Basel, wo die eidgenössische Vorlage von 1979 eine gute Annahme gefunden hatte, sprach man von einer Trendumkehr und schrieb diese den Jugendunruhen zu. Tatsächlich war aber in beiden Kantonen die Zahl der Gegner gegenüber 1979 nicht angewachsen, sondern mit der Stimmbeteiligung auch die Zahl der Befürworter zurückgegangen.<sup>12</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 31.12.1982  
BEAT JUNKER

**Wenig Erfolg ernteten 1982 die Anhänger der Bestrebungen, das Alter für das Stimmrecht auf 18 Jahre zu senken.** Zwar schwenkte an der Landsgemeinde im Frühling Nidwalden als achter Stand auf ihre Linie ein, aber dann lehnten am 6. Juni, als auch über das Ausländergesetz und die Strafrechtsrevision abgestimmt wurde, gleich vier Kantone entsprechende Vorlagen ab, obwohl nirgends Parteien gegen die Neuerung aufgetreten waren. Uri, Wallis und Graubünden verwarfen hoch, Solothurn verhältnismässig knapp. Hier hätte es sich nicht um die Erteilung des kantonalen Stimmrechtes gehandelt, sondern um eine Ermächtigung für die Gemeinden, fortan in kommunalen Angelegenheiten bereits Achtzehnjährige mitentscheiden zu lassen. Eine Regelung, welche im wesentlichen dieser solothurnischen ähnelt, gelangt im Kanton Bern voraussichtlich 1983 vor den Souverän.<sup>13</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 31.12.1983  
JÜRIG SIEGENTHALER

Verschiedene Schritte wurden 1983 zur Erweiterung des Stimmrechts unternommen. Die Obwaldner setzten die bei 19 Jahren liegende Altersgrenze für die Stimmberechtigung um ein weiteres Jahr herab, während in Bern das Volk die Gemeinden ermächtigte, das Stimmrecht in ihrem Bereich auf Achtzehnjährige auszuweiten. Im Aargau und in Basel-Stadt wurden zugunsten des «**Stimmrechts 18**» Initiativen eingereicht; in Freiburg beantragte der Regierungsrat eine entsprechende Verfassungsänderung, und in Schaffhausen hiess der Grosse Rat eine solche zuhanden der Volksabstimmung gut. Damit haben bisher sieben Kantone und drei Halbkantone ihr Stimmrechtsalter auf 18 Jahre gesenkt: Schwyz, Jura, Neuenburg, Waadt, Glarus, Genf, Basel-Land, Zug, Nidwalden und Obwalden.<sup>14</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 31.12.1984  
HANS HIRTER

Bei den Bestrebungen zur Erweiterung des Stimmrechts waren 1984 mehrheitlich Niederlagen zu verzeichnen. Trotz zustimmender Empfehlungen der Parlamente lehnten die Stimmberechtigten der Kantone Aargau, Freiburg und Schaffhausen sowie der Städte Bern und Biel eine **Senkung der Altersgrenze auf 18 Jahre** deutlich ab. Lediglich in einigen kleineren bernischen Gemeinden erhielten entsprechende Vorstösse die Zustimmung des Souveräns. In Solothurn fand diese Neuerung Aufnahme in den Entwurf für eine neue Kantonsverfassung. Im Kanton Luzern wurde eine Volksinitiative lanciert, welche die fakultative gemeindeweise Einführung des «Stimmrechtsalters 18» ermöglichen soll.<sup>15</sup>



KANTONALE POLITIK  
DATUM: 31.12.1985  
HANS HIRTER

Obwohl 1985 zum Jahr der Jugend erklärt worden war, kam es in keinem Kanton zu einer Senkung der Altersgrenze für die politische Mündigkeit. Immerhin wurden in den Kantonen Luzern und St. Gallen Volksinitiativen für **die Einführung des Stimmrechters 18** auf Gemeindeebene eingereicht resp. lanciert. Im Tessin schliesslich schlug der Staatsrat eine entsprechende Neuregelung in Kantons- und Gemeindeangelegenheiten vor, und im Thurgau wurde eine Volksinitiative mit demselben Ziel eingereicht.<sup>16</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 31.12.1986  
HANS HIRTER

Da sich die Stimmberechtigten der Kantone Solothurn, Tessin und Zürich trotz positiver Empfehlungen von Regierungen und Parlamenten ablehnend zur Einführung des **Stimmrechters 18** aussprachen, bleibt dieses auch Ende 1986 auf zehn Stände beschränkt. Im Kanton Luzern stimmte der Souverän immerhin der fakultativen Einführung des Stimmrechters 18 auf Gemeindeebene zu.<sup>17</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 23.11.1987  
HANS HIRTER

Die Ausländerorganisationen in der Schweiz bekräftigten im Vorfeld der Wahlen ihre Forderung nach der Einführung des Stimm- und Wahlrechts für **Ausländer**, ohne damit aber ein vernehmbares Echo auszulösen. Immerhin führten Petitionen für politische Rechte der Ausländer auf Gemeindeebene in verschiedenen Zürcher Orten dazu, dass in der kantonalen SP Diskussionen über die Lancierung einer Volksinitiative stattfanden.<sup>18</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 31.12.1987  
HANS HIRTER

**Die Integration der Jugendlichen in den politischen Prozess durch die Senkung des Stimmrechters auf 18 Jahre hat auf Kantonsebene deutlich schlechtere Chancen als auf Gemeindeebene.** Im Berichtsjahr waren es die Thurgauer Stimmberechtigten, welche gegen Regierung und Parlament eine entsprechende Änderung des kantonalen Stimmrechts ablehnten. Demgegenüber machten in Luzern, wo 1986 das Volk mit knappem Mehr die fakultative gemeindeweise Einführung gutgeheissen hatte, innerhalb eines halben Jahres 92 von 107 Gemeinden von diesem Recht Gebrauch.<sup>19</sup>

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE  
DATUM: 22.07.1988  
HANS HIRTER

Die Organisationen der **Ausländer** setzten ihre im Vorjahr gestartete Kampagne zur Erlangung des Stimm- und Wahlrechts fort, ohne dass ihre Petitionen bisher konkrete Ergebnisse gezeitigt hätten. Immerhin erhielten sie für ihr Anliegen politische Unterstützung: In Zürich beauftragte der Parteitag der Sozialdemokraten den Vorstand mit der Ausarbeitung einer entsprechenden kantonalen Volksinitiative, über deren Lancierung spätestens 1990 entschieden werden soll. In Neuenburg, wo die ausländischen Niedergelassenen in Gemeindeangelegenheiten bereits stimm- und wahlberechtigt sind, forderten diese mit einer Petition die Wählbarkeit in kommunale Ämter. Die SP unterstützte dieses Begehren zum Teil und schlug im Grossen Rat vor, dass – analog zur Regelung im Kanton Jura – die Niedergelassenen zumindest für die Gemeindeparlamente wählbar sein sollen.<sup>20</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 31.12.1988  
HANS HIRTER

In Baselstadt stimmte der Souverän der Senkung des Stimmrechtersalters auf **18 Jahre** knapp zu. Damit gilt diese Regelung in elf Kantonen: Baselstadt, Baselland, Genf, Glarus, Jura, Neuenburg, Nid- und Obwalden, Schwyz, Waadt und Zug. Nach negativen Volksabstimmungen zur kantonalen Einführung des Stimmrechtersalters 18 soll in der Ostschweiz nach dem Vorbild anderer Kantone zuerst eine Senkung des Wahlrechtersalters auf freiwilliger Basis in den Gemeinden ermöglicht werden. In Graubünden, St. Gallen und Thurgau sprachen sich die Kantonsparlamente für entsprechende Verfassungsänderungen aus. Im Kanton Bern, wo diese Möglichkeit seit 1983 besteht, korrigierten die Städte Bern und Biel ihre ablehnenden Entscheide aus dem Jahr 1984 und stimmten in einem zweiten Anlauf dem Stimmrechtersalter 18 zu.<sup>21</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 30.04.1989  
HANS HIRTER

Nachdem 1972, 1976, 1979 und 1984 entsprechende Anläufe gescheitert waren, stimmte am 30. April die Landsgemeinde von **Appenzell-Ausserrhoden** der **Einführung des kantonalen Stimm- und Wahlrechts für Frauen** mit knapper Mehrheit zu. Dieser Beschluss bewog die Regierung von Appenzell-Innerrhoden, die Beseitigung der politischen Diskriminierung der Frauen auch in dieser letzten Bastion des Männerstimmrechts vorzuschlagen. Der Grosse Rat stimmte dem Vorschlag ohne Gegenstimmen zu, der endgültige Entscheid über die Einführung des Frauenstimmrechts in Appenzell-Innerrhoden wird allerdings an der Landsgemeinde vom Frühjahr 1990 zu fällen sein.<sup>22</sup>

**GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE**  
DATUM: 29.09.1989  
HANS HIRTER

Die vor allem von italienischen Immigrant\*innenorganisationen vorgebrachte Forderung nach der Einführung des **Wahl- und Stimmrechts für Ausländer** konnte sich noch nicht durchsetzen. In diversen Gemeinden des Kantons Zürich blieben entsprechende Petitionen erfolglos. Immerhin überwies der Berner Grosse Rat ein von der Linken, den Grünen und einem Teil des Freisinns unterstütztes Postulat, das die Schaffung der rechtlichen Voraussetzungen für eine fakultative Einführung auf Gemeindeebene verlangt.<sup>23</sup>

**PARLAMENTARISCHE INITIATIVE**  
DATUM: 31.12.1989  
HANS HIRTER

Die Befürworter der Senkung des **Stimmrechtsalters auf 18 Jahre** konnten im Berichtsjahr mehrheitlich Erfolge verzeichnen. In Bern und Uri stimmte der Souverän einer Senkung auf kantonaler Ebene zu, und in Graubünden hiess das Volk die fakultative Einführung auf Gemeindeebene gut. Für die gemeindeweise Einführung sprachen sich auch die Kantonsparlamente Solothurns und des Aargaus aus; die St. Galler Stimmberechtigten lehnten hingegen diese von keiner Partei bekämpfte Neuerung ab. Auf nationaler Ebene setzten sich gleich fünf Nationalräte mit parlamentarischen Initiativen (89.223, 89.224, 89.225, 89.226, 89.228) für das Stimmrechtsalter 18 ein. Die zuständige vorberatende Kommission sprach sich mit 15:0 Stimmen dafür aus und machte sich an die sofortige Ausarbeitung eines Beschlussentwurfes zuhanden des Parlaments. Dank diesem beschleunigten Verfahren soll das Volk im Sinne eines "Geschenks an die Jugend" im Jahr der Zentenarfeier darüber abstimmen können.<sup>24</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 29.04.1990  
HANS HIRTER

Die Männer **Appenzell-Innerrhodens** lehnten an der Landsgemeinde vom 29. April die von Regierung und Parlament empfohlene Einführung des kantonalen **Frauenstimm- und wahlrechts** nach 1973 und 1982 zum dritten Mal deutlich ab. Als Reaktion darauf erhoben Appenzeller Bürgerinnen und Bürger beim Bundesgericht staatsrechtliche Beschwerde. Im weitem reichten sie eine Volksinitiative für die politische Gleichberechtigung ein; die Regierung kündigte im Herbst an, dass sie das Begehren mit einer zustimmenden Empfehlung an der Landsgemeinde vom nächsten Frühjahr zur Abstimmung bringen werde.<sup>25</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 24.09.1990  
HANS HIRTER

Der Schweizerische Gewerkschaftsbund startete im August eine Kampagne für die Verbesserung der politischen Rechte der Ausländer. In Baselstadt lancierte die SP zusammen mit anderen Organisationen am 1. Mai eine Volksinitiative für die Einführung des kantonalen **Stimm- und Wahlrechts für Ausländer und Ausländerinnen**, die seit acht Jahren in der Schweiz wohnen. In Zürich legte nach langen Abklärungen und internen Diskussionen ein aus den Gewerkschaften, der SP, der GP und dem LdU sowie Einzelpersonen aus EVP und CVP gebildetes Komitee den Text einer kantonalen Volksinitiative für die fakultative Einführung des kommunalen Ausländerstimmrechts vor. Im Kanton Genf wurden gleich zwei Volksinitiativen lanciert: eine, in welcher sowohl das aktive als auch das passive Wahlrecht gefordert wird, und eine zweite von Gewerkschaftsseite, welche vorerst nur das aktive Wahlrecht einführen möchte. Im Kanton Neuenburg, wo niedergelassene Ausländer seit mehr als hundert Jahren über das aktive Stimm- und Wahlrecht auf Gemeindeebene verfügen, lehnten die Stimmberechtigten die von den SD mit dem Referendum bekämpfte Einführung der Wählbarkeit von Ausländern in kommunale Legislativen mit rund 56% Nein-Stimmen ab.<sup>26</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 05.10.1990  
HANS HIRTER

Das Parlament machte mit seinem im Vorjahr abgegebenen Versprechen ernst, das Volk im Jahr der Zentenarfeier über die **Senkung des Stimm- und Wahlrechtsalters auf 18 Jahre** abstimmen zu lassen. Im Januar legte eine Nationalratskommission ihren Bericht und Antrag vor, und bereits in der Frühjahrsession stimmte die grosse Kammer ohne Gegenstimmen der Verfassungsänderung zu. Der Ständerat schloss sich in der Herbstsession ebenfalls einstimmig diesem Entscheid an. Nachdem im Berichtsjahr auch Schaffhausen, Tessin und Zürich in Volksabstimmungen der Senkung des kantonalen Stimmrechtsalters auf 18 Jahre zugestimmt haben, gilt diese Regelung in mehr als der Hälfte der Kantone.<sup>27</sup>

**GERICHTSVERFAHREN**  
DATUM: 27.11.1990  
HANS HIRTER

Das **Bundesgericht** befasste sich am 27. November mit den Beschwerden und kam einstimmig zum Entscheid, dass der Kanton **Appenzell-Innerrhoden den Frauen ab sofort das vollumfängliche aktive und passive Stimm- und Wahlrecht zugestehen muss**. Das Richterkollegium begründete sein Urteil mit dem Gleichberechtigungsartikel der Bundesverfassung (Art. 4.2 BV). Dieser sei direkt anwendbar und den Bestimmungen von Art. 74.4 BV über die kantonale Regelung des Wahlrechts übergeordnet.<sup>28</sup>

**MOTION**  
DATUM: 14.12.1990  
HANS HIRTER

Der negative Entscheid der Landsgemeinde führte auch zu parlamentarischen **Vorstössen auf Bundesebene**. Mit Motionen forderten die Fraktionen der CVP und der GP sowie die Freisinnige Nabholz (ZH) Verfassungsänderungen, welche die politische Gleichberechtigung auch für die Kantone zwingend vorschreiben. Der Bundesrat beantragte anfangs Oktober, die Motionen bloss in Postulatsform zu überweisen, da nach dem Bundesgerichtsurteil über die erwähnten staatsrechtlichen Beschwerden auf eine aufwendige Verfassungsänderung eventuell verzichtet werden könne. Falls das Urteil negativ ausfalle und auch die Landsgemeinde die Einführung des kantonalen **Frauenstimmrechts** 1991 nochmals ablehne, werde er unverzüglich die geforderte Verfassungsrevision einleiten.<sup>29</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 30.12.1990  
HANS HIRTER

Den vom Bundesrat beantragten Ausbau der politischen Rechte für schweizerische **Staatsangehörige im Ausland** behandeln wir an anderer Stelle.<sup>30</sup>

**MOTION**  
DATUM: 04.03.1991  
HANS HIRTER

Zum zweiten Mal nach 1979 konnte sich das Volk zur **Senkung des Stimm- und Wahlrechtsalters** auf 18 Jahre aussprechen. Die Kampagne verlief äusserst ruhig, da einzig die EDU die Vorlage bekämpfte. Am 3. März stimmte das Volk der Senkung des Wahlrechtsalters mit 981'422 zu 367'641 Stimmen zu; kein einziger Kanton lehnte diese Verfassungsänderung ab. Am deutlichsten fiel das Ja in denjenigen Kantonen aus, welche das Stimmrechtsalter 18 bereits seit längerer Zeit kennen.

### Abstimmung vom 3. März 1991

Stimmrechtsalter 18  
Beteiligung: 31,3%  
Ja: 981'422 (72,7%) / Stände 20 6/2  
Nein: 367'641 (27,3%) / Stände 0

Parolen:  
Ja: alle Parteien ausser EDU; SGB, CNG, LFSA  
Nein: EDU<sup>31</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 24.05.1991  
HANS HIRTER

Im Berichtsjahr häuften sich die Vorstösse für die **politische Gleichstellung der Ausländer und Ausländerinnen**. In der **Waadt** lancierte die SP eine ‚Volksinitiative für die Einführung des kommunalen Stimm- und Wahlrechts für Ausländer, die seit mindestens fünf Jahren in der Schweiz ansässig sind. Das passive Wahlrecht soll allerdings nur für die Gemeindeparlamente, nicht aber für die Exekutiven gelten. Trotz des Einsatzes von bezahlten Sammlern erreichte dieser Vorstoss die nötige Unterschriftenzahl nicht. Zustandegekommen ist hingegen eine von einem Komitee lancierte radikalere Volksinitiative, welche in der Waadt das aktive und passive Wahlrecht auf Kantons- und Gemeindeebene für Niedergelassene einführen will.

Ebenfalls eingereicht werden konnte eine ähnliche, im Vorjahr in **Basel-Stadt** lancierte Initiative. Ein gleiches Volksbegehren wurde auch im Kanton Bern von einem breit abgestützten Komitee, dem unter anderen die SP, die GP, das GB und der Gewerkschaftsbund angehören, lanciert. Ähnliche Kreise – allerdings ohne Gewerkschaftsbund – lancierten im Aargau eine Initiative für die fakultative Einführung des Ausländerstimmrechts auf Gemeindeebene. Im Kanton **Zürich** konnte eine im Vorjahr lancierte gleichlautende Initiative eingereicht werden.<sup>32</sup>

**ANDERES**  
DATUM: 09.12.1991  
HANS HIRTER

Der positive Ausgang dieser **Abstimmung** liess auch die Zahl der Kantone, welche das **Stimmrechtsalter in kantonalen Belangen** noch nicht gesenkt haben, rasch schrumpfen. Ende Jahr verblieben in dieser Gruppe nur noch St. Gallen und Appenzell-Innerrhoden, wo entsprechende Vorlagen 1992 dem Volk vorgelegt werden sollen.<sup>33</sup>

**VOLKSINITIATIVE**  
DATUM: 28.09.1992  
HANS HIRTER

Als letzter Kanton hat St. Gallen das Stimm- und Wahlrechtsalter auf 18 Jahre gesenkt. In der Waadt empfahlen die Kantonsregierung und das Parlament die Ablehnung der 1991 eingereichten Volksinitiative für die Einführung des aktiven und passiven **Stimmrechts in Kantons- und Gemeindeangelegenheiten für Ausländer mit Niederlassungsbewilligung**. Das von den Gewerkschaften, der SP und den Grünen unterstützte Volksbegehren gelangte noch im Berichtsjahr zur Abstimmung und wurde mit einem Neinanteil von 74% deutlich abgelehnt. In Genf sprach sich die Kantonsregierung ebenfalls gegen eine ähnliche Initiative aus. In den Kantonen Bern und Basel-Stadt wurden ähnliche Volksinitiativen eingereicht. Im Kanton Bern hatte sich das Parlament bereits anlässlich der Beratung der Totalrevision der Kantonsverfassung mit dieser Frage zu befassen. Ein von der Kommission vorgeschlagener Artikel, welcher die fakultative Einführung des Ausländerstimmrechts auf Gemeindeebene vorsah, wurde aus abstimmungstaktischen Gründen vom Grossen Rat wieder gestrichen. Immerhin beschloss das Parlament eine Motion, welche diesen Artikel der Volksinitiative als Gegenvorschlag gegenüberstellen will. Eine weitere Volksinitiative für die Einführung des Ausländerstimmrechts wurde im Kanton Tessin lanciert.<sup>34</sup>

**PARLAMENTARISCHE INITIATIVE**  
DATUM: 14.11.1992  
HANS HIRTER

Auf Bundesebene verwarf die Staatspolitische Kommission des Nationalrats mit 14:5 Stimmen eine parlamentarische Initiative Zisyadis (pda, VD), die allen seit zehn Jahren in der Schweiz wohnhaften Ausländern das **Stimm- und Wahlrecht auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene** erteilen wollte. Die aus Linken und Grünen gebildete Kommissionsminderheit reichte danach eine Motion für die Einführung des Ausländerstimmrechts in den Gemeinden ein.<sup>35</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 29.11.1993  
HANS HIRTER

Das Anliegen der Einführung des **Wahl- und Stimmrechts für niedergelassene Ausländer** konnte auch im Berichtsjahr **keinen Durchbruch** verzeichnen. In Genf empfahl das Parlament zwei Volksinitiativen für die Einführung des integralen resp. lediglich des aktiven Stimm- und Wahlrechts zur Ablehnung. Die beiden Begehren wurden vom Volk am 6. Juni resp. am 28. November mit jeweils 71 Prozent Nein-Stimmen abgelehnt. Im Kanton Bern beantragte die Regierung immerhin, der 1992 eingereichten Volksinitiative einen Gegenvorschlag gegenüberzustellen, der die fakultative Einführung auf Gemeindeebene erlaubt. Sie entsprach damit einer vom Parlament im Rahmen der Totalrevision der Verfassung überwiesenen Motion. Im Kanton Zürich folgte das Volk der Empfehlung von Regierung und Parlament und lehnte eine Volksinitiative für das fakultative kommunale Ausländerstimmrecht mit 74 Prozent Nein-Stimmen deutlich ab. In Basel-Stadt sprachen sich Regierung und Parlament gegen eine Volksinitiative für das kantonale Ausländerstimmrecht aus. Neue Volksinitiativen für das Ausländerstimmrecht auf kantonaler Ebene resp. für die fakultative gemeindeweise Einführung wurden im Berichtsjahr in den Kantonen Freiburg und Aargau eingereicht. Die im Tessin im Vorjahr lancierte Initiative erreichte die erforderliche Unterschriftenzahl nicht.<sup>36</sup>

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE  
DATUM: 31.12.1993  
HANS HIRTER

Auf Bundesebene **lehnte der Nationalrat zwei Vorstösse zum Ausländerstimmrecht ab**. Zum einen die parlamentarische Initiative Zisyadis (pda, VD) für die Einführung des Stimm- und Wahlrechts für seit mindestens 10 Jahre ansässige Ausländer, zum anderen aber auch eine Motion der linken Kommissionsminderheit (Mo. 93.3011), welche dieses Recht vorerst nur auf Gemeindeebene einführen wollte.<sup>37</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 12.06.1994  
HANS HIRTER

Die Idee, **Ausländern**, die seit langer Zeit in der Schweiz ansässig sind, zumindest im kantonalen und kommunalen Bereich das Stimm- und Wahlrecht zu erteilen, konnte sich auch im Berichtsjahr nicht durchsetzen. Die **Basler** Stimmberechtigten lehnten am 12. Juni eine Volksinitiative der Linksparteien für das Stimm- und Wahlrecht für seit acht Jahren in der Schweiz (davon drei in Basel) wohnende ausländische Staatsangehörige mit einer Mehrheit von 74 Prozent ab.<sup>38</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 04.12.1994  
HANS HIRTER

Im Kanton **Bern** fand zu dieser Frage am 4. Dezember eine Volksabstimmung mit zwei Varianten statt. Das Ergebnis fiel ähnlich negativ aus: Die von der Linken und den Grünen unterstützte Volksinitiative für das **kantonale Ausländerstimmrecht** wurde mit einem Neinstimmen-Anteil von 77 Prozent klar verworfen. Eine Mehrheit von 61 Prozent lehnte auch den Gegenvorschlag der Regierung ab, den Gemeinden wenigstens die Kompetenz zur Einführung des kommunalen Ausländerstimmrechts einzuräumen. Diese Alternative hatte im Parlament – dank Stimmenthaltung einiger bürgerlicher Politiker – zwar noch eine knappe Mehrheit gefunden, in der Volksabstimmung wurde sie dann aber nicht nur von der FP, den SD und der EDU, sondern auch von der SVP und der FDP bekämpft. **Neue Volksinitiativen** für das Ausländerstimmrecht wurden in den Kantonen Uri und Solothurn eingereicht bzw. lanciert.<sup>39</sup>

STUDIEN / STATISTIKEN  
DATUM: 31.12.1994  
HANS HIRTER

Eine im Auftrag der schweizerischen UNESCO-Kommission durchgeführte **Untersuchung** in den Kantonen Neuenburg und Jura, welche als einzige das **Ausländerstimmrecht** kennen, ergab keine überraschenden Resultate: Die Ausländer machen von diesem Recht relativ wenig Gebrauch, und die parteipolitischen Kräfteverhältnisse sind durch ihre Beteiligung nicht verändert worden.<sup>40</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 21.10.1995  
HANS HIRTER

Die **aargauische** Regierung und in der Folge auch der Grosse Rat empfahlen eine 1993 von den Grünen, der SP und den Gewerkschaften eingereichte **Volksinitiative** für die fakultative Einführung des kommunalen Ausländerstimmrechts zur Ablehnung. Im Kanton **Uri** sprachen sich die Regierung und das Parlament gegen eine im Vorjahr eingereichte Initiative aus, welche das kantonale Stimm- und Wahlrecht für alle Ausländer einführen wollte, die sich seit fünf Jahren in der Schweiz aufhalten. In der Volksabstimmung wurde der von SP und den Grünen unterstützte Vorschlag mit einem Nein-Stimmenanteil von 84 Prozent verworfen. Ein analoges Volksbegehren wurde im Kanton **Solothurn** eingereicht.<sup>41</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 08.12.1995  
HANS HIRTER

Die Regierung des **Kantons Jura** beschloss, dem Parlament eine Ausweitung des Ausländerstimmrechts zu beantragen. Zusätzlich zum bereits bestehenden aktiven Stimmrecht auf kantonaler und kommunaler Ebene sollen seit zehn Jahren im Kanton wohnende Ausländer auch **in Gemeindeparlamenten gewählt** werden dürfen; die Gemeinden sollen zudem die Wählbarkeit in Gemeindeexekutiven einführen können.<sup>42</sup>

KANTONALE POLITIK  
DATUM: 10.06.1996  
HANS HIRTER

Im Kanton **Jura**, welcher 1979 im Rahmen der Kantonsgründung das aktive Ausländerstimmrecht in seine Verfassung aufgenommen hatte, nahm zu erstmalig das Volk zu diesem Thema direkt Stellung. Es lehnte die von Regierung und Parlament vorgeschlagene Einführung der **Wählbarkeit in Gemeindeparlamenten** für niedergelassene Ausländer mit einem Neinstimmenanteil von 53 Prozent ab. Sowohl die Regierung als auch die grossen Parteien (SP, CVP, FDP, PCSI; die SVP gab die Stimme frei) hatten sich für diese Neuerung eingesetzt und davor gewarnt, mit einer Ablehnung den guten Ruf des Kantons aufs Spiel zu setzen. Das Referendum war von Personen lanciert worden, welche der AUNS nahestehen. Die Einführung der Wählbarkeit in die kantonale Legislative bzw. in kommunale Exekutiven war bereits vom Parlament, vor allem aus Angst vor einem Referendum, abgelehnt worden.<sup>43</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 19.09.1996  
HANS HIRTER

Ebenfalls eine Volksabstimmung über das Ausländerstimmrecht fand im **Aargau** statt. Mit einem klaren Mehr von 85 Prozent lehnten die Stimmberechtigten die von der Linken eingereichte Volksinitiative für die fakultative Einführung des aktiven Stimmrechts auf Gemeindeebene ab. Im Kanton **Freiburg** sprach sich der Grosse Rat mit Zweidrittelsmehrheit gegen eine 1993 eingereichte Volksinitiative für die Einführung des integralen Ausländerstimmrechts auf kantonaler und kommunaler Ebene aus. In **Appenzell Ausserrhoden** sind mit der neuen Kantonsverfassung die Gemeinden zur Einführung des Ausländerstimmrechts ermächtigt worden. Die Stimmberechtigten von Teufen, welche auf Vorschlag ihrer Gemeindeexekutive als erste darüber zu entscheiden hatten, sprachen sich mit Zweidrittelsmehrheit dagegen aus.<sup>44</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 24.11.1997  
HANS HIRTER

Wie zuvor in anderen Kantonen lehnten auch die **Freiburger** Stimmberechtigten eine Volksinitiative für die Einführung des kantonalen Ausländerstimmrechts deutlich ab. 76.2 Prozent sprachen sich gegen das von der Linken unterstützte Volksbegehren aus. Im Kanton **Solothurn** sprachen sich das Parlament und dann mit klarem Mehr (88.5 Prozent) auch das Volk gegen eine ähnliche Initiative aus.<sup>45</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 19.11.1998  
HANS HIRTER

Im Kanton Genf unternahm die Regierung einen neuen Anlauf in Richtung politische Gleichstellung der Ausländer und Ausländerinnen. Sie beantragte dem Parlament eine Verfassungsänderung, welche den Gemeinden erlauben würde, das **kommunale Ausländerstimm- und -wahlrecht** einzuführen. Im Kanton Jura, wo Ausländer sowohl auf kantonaler als auch kommunaler Ebene über das aktive Stimm- und Wahlrecht verfügen (mit Ausnahme von Abstimmungen über Verfassungsänderungen), beschloss das Parlament in erster Lesung, dass diese in Zukunft auch in die kommunalen Parlamente wählbar sein sollen.<sup>46</sup>

**MOTION**  
DATUM: 31.12.2000  
HANS HIRTER

Die Forderung der Jugendverbände und der Jungparteien der SP und der CVP – die ursprünglich ebenfalls im Unterstützungskomitee vertretenen Jungfreisinnigen zogen sich nach einer Konsultation ihrer Sektionen und Mitglieder zurück – nach einer Senkung des aktiven und passiven **Wahlrechtsalters von 18 auf 16 Jahre** konnte lediglich einen Teilerfolg verbuchen. Die SPK des Nationalrats gab einer entsprechenden parlamentarischen Initiative (Pa.lv. 99.457) der jüngsten Parlamentsabgeordneten, der Sozialdemokratin Ursula Wyss (BE), zwar keine Folge, formulierte aber eine eigene Motion, welche nur das aktive Wahlrechtsalter senken will (Mo. 00.3180). Die Wahl von Sechzehnjährigen in politische Ämter mache hingegen angesichts des zivilen Mündigkeitsalters von 18 Jahren wenig Sinn. Wyss hatte ihre Initiative zugunsten der Motion zurückgezogen, der Nationalrat lehnte diese jedoch mit 89:79 Stimmen ab, nachdem die Befürworter einer Senkung nicht bereit gewesen waren, sich mit der Überweisung in Postulatsform zu begnügen. Ebenfalls keine Chance hatte eine parlamentarische Initiative Zwygart (evp, BE; Pa.lv. 99.454) für die Einführung eines Familienstimmrechts, das Eltern als Vertreter ihrer Kinder zusätzliche Stimmen eingeräumt hätte. Die Ablehnung erfolgte mit 100:11 Stimmen.<sup>47</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 04.10.2001  
HANS HIRTER

Im Berichtsjahr lehnte der Nationalrat ein **Postulat Rennwald** (sp, JU) für die Einführung des Ausländerstimmrechts ab.

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 08.12.2001  
HANS HIRTER

Die **Genfer** Stimmberechtigten lehnten die im Vorjahr vom Parlament beschlossene Einführung des aktiven und des passiven kommunalen **Ausländerstimmrechts** mit einer knappen Mehrheit von 52% ab. In **Schaffhausen** lehnten 70% der Stimmenden die Einführung des fakultativen Ausländerstimmrechts auf Gemeindeebene ab; dieser Vorschlag war ein Bestandteil der neuen Kantonsverfassung, kam aber separat zur Abstimmung. Der Verfassungsrat des Kantons **Waadt** beschloss in erster Lesung, den niedergelassenen Ausländern das aktive und passive Stimm- und Wahlrecht auf Kantons- und Gemeindeebene zu erteilen. In der zweiten Lesung strich der Rat dann das kantonale Stimmrecht.<sup>48</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 19.06.2002  
HANS HIRTER

Der Verfassungsrat des Kantons **Freiburg** beschloss die Einführung des **Ausländerstimmrechts** auf Gemeindeebene. In Kanton **Graubünden** stimmte das Parlament anlässlich der Beratung der neuen Kantonsverfassung dem Regierungsantrag auf Einführung des fakultativen Ausländerstimmrechts auf Gemeindeebene zu.<sup>49</sup>

**VERWALTUNGSAKT**  
DATUM: 19.08.2002  
HANS HIRTER

Eine breite Beachtung in den Medien fand der Entscheid der Berner Gemeinde Madliswil, eine obere **Alterslimite** von 70 Jahren **für die Ausübung eines Exekutivamtes** einzuführen. Derartige Vorschriften über das minimale und das maximale Alter für den Einsitz in Exekutivgremien sind nicht neu, sondern bestehen in verschiedenen Gemeinden und Kantonen seit langer Zeit. So kennen bezüglich der Wählbarkeit in die Kantonsregierung Glarus und Appenzell a.Rh. Höchstaltersgrenzen von 65 Jahren, und in Schwyz, Freiburg (je 25) und Genf (27) bestehen Mindestaltersvorschriften. Interessenorganisationen von Rentnern protestierten heftig gegen den Beschluss von Madliswil und kritisierten ihn als nicht vereinbar mit dem Diskriminierungsverbot der neuen Bundesverfassung.<sup>50</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 28.11.2002  
HANS HIRTER

Mit der Zustimmung zur neuen totalrevidierten Kantonsverfassung hiess der **Waadtländer** Souverän auch die Einführung des Stimm- sowie des aktiven und passiven Wahlrechts für **Ausländer** auf Gemeindeebene gut. Davon profitieren können Personen, welche mindestens seit zehn Jahren in der Schweiz und davon mindestens die letzten drei Jahre im Kanton wohnen.<sup>51</sup>

**MOTION**  
DATUM: 13.06.2003  
HANS HIRTER

Der im Jahr 2002 breit diskutierte Beschluss der bernischen Gemeinde Madiswil, eine obere **Alterslimite** von 70 Jahren **für die Ausübung eines Exekutivamtes** einzuführen, hatte auch ein parlamentarisches Nachspiel auf Bundesebene. Der Nationalrat beauftragte die Regierung mit der Überweisung einer Motion Egerszegi (fdp, AG) in Postulatsform, einen Bericht über die in den Kantonen und Gemeinden bestehenden Alterslimiten für die Ausübung politischer Ämter zu verfassen. Madiswil hat die Alterslimite im Berichtsjahr wieder abgeschafft. Die Berner Regierung gab zudem einen Gesetzesentwurf in die Vernehmlassung, welcher Alterslimiten nur noch für das Gemeindepräsidium und für vollamtliche Exekutivmitglieder zulassen will.<sup>52</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 14.11.2003  
HANS HIRTER

Der Verfassungsrat des Kantons **Freiburg** weitete das von ihm im Vorjahr beschlossene kommunale **Ausländerstimmrecht** auch auf die Kantonsebene aus, machte jedoch diesen Entscheid später aus primär abstimmungstaktischen Erwägungen wieder rückgängig und hielt nur am kommunalen Ausländerstimmrecht fest. Der Verfassungsrat von **Basel-Stadt** beschloss die Einführung des kantonalen Ausländerstimm- und -wahlrechts. Dabei wurde allerdings eine sehr restriktive Variante gewählt: Ausländer erhalten dieses Recht nur, wenn sie die Voraussetzungen zur Einbürgerung erfüllen und das Wahlrecht mit einem Gesuch beanspruchen. Im Kanton Waadt kam eine Volksinitiative für die Abschaffung des im Vorjahr mit der neuen Verfassung eingeführten Ausländerstimmrechts nicht zustande. Im Kanton **Graubünden** stimmte das Volk der neuen Kantonsverfassung zu und führte damit das fakultative Ausländerstimmrecht auf Gemeindeebene ein.<sup>53</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 16.12.2003  
HANS HIRTER

Im Kanton **Neuenburg**, wo niedergelassene Ausländer über das aktive kantonale und kommunale Stimm- und Wahlrecht verfügen, reichten von der politischen Linken und den Gewerkschaften unterstützte Immigrant\*innenorganisationen eine Volksinitiative für die Einführung des passiven Wahlrechts (Wählbarkeit) auf beiden Staatsebenen ein. Nach zwei Niederlagen in Volksabstimmungen (1993 und 2001) unternahm in **Genf** ein breit abgestütztes Komitee, dem auch Politiker bürgerlicher Parteien angehören, einen neuen Anlauf für die Einführung des Ausländerstimmrechts. Zwei gleichzeitig eingereichte Volksinitiativen fordern die Einführung des aktiven resp. des integralen (d.h. aktiven und passiven) Stimmrechts für Niedergelassene auf Gemeindeebene. Im Kanton Bern beauftragte das Parlament die Regierung mit der Ausarbeitung eines Gesetzesentwurfs für die Einführung des fakultativen kommunalen Ausländerstimmrechts.<sup>54</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 22.04.2004  
HANS HIRTER

Nachdem der Verfassungsrat von **Basel-Stadt** im Vorjahr das kantonale Ausländerstimm- und -wahlrecht in den Verfassungsentwurf aufgenommen hatte, zog die Humanistische Partei ihre im Jahr 2000 eingereichte entsprechende Volksinitiative zurück.<sup>55</sup>

**MOTION**  
DATUM: 22.04.2004  
HANS HIRTER

In Ausführung einer im Vorjahr als Postulat überwiesenen Motion Egerszegi (fdp, AG) legte der Bundesrat einen Bericht über **Alterslimiten für die Ausübung politischer Ämter** vor. Er hielt darin fest, dass er solche als unnötig und verfassungsrechtlich fragwürdig erachte.<sup>56</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 07.10.2004  
HANS HIRTER

Im Kanton **Freiburg** hat das Volk mit der Annahme der neuen Verfassung auch das kommunale **Ausländerstimmrecht** eingeführt. Die Regierung gab im Herbst ein Ausführungsgesetz in die Vernehmlassung. Im der Waadt scheiterte der zweite Versuch innert Jahresfrist, das neu eingeführte Ausländerstimmrecht mittels einer Volksinitiative wieder abzuschaffen. Auch dieses Mal gelang es den Initianten nicht, die erforderlichen 12'000 Unterschriften zu sammeln.<sup>57</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 31.12.2004  
HANS HIRTER

Der Grosse Rat des Kantons **Genf** empfahl die beiden im Vorjahr eingereichten Volksinitiativen für die Einführung des Ausländerstimmrechts auf Gemeindeebene zur Annahme. Gefordert wird damit die Einführung des aktiven resp. des integralen (d.h. aktiven und passiven) Stimmrechts für niedergelassene Ausländer.

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 17.03.2005  
HANS HIRTER

Im Kanton **Freiburg** machte sich das Parlament an die Umsetzung des 2004 mit der neuen Verfassung eingeführten **kommunalen Ausländerstimmrechts**. Auf Antrag der Regierung beschloss es, den seit fünf Jahren im Kanton wohnenden und über eine Niederlassungsbewilligung verfügenden Ausländerinnen und Ausländern das aktive und das passive Wahlrecht auf Gemeindeebene zu erteilen. Das neue Gesetz wurde auf Anfang 2006 in Kraft gesetzt.<sup>58</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 24.05.2005  
HANS HIRTER

Im Kanton **Genf** entschieden die Bürgerinnen und Bürger über zwei Volksinitiativen zur Einführung des **kommunalen Stimm- und Wahlrechts** für Ausländer, die seit acht Jahren im Kanton wohnen. Die eine wollte dieses auf das aktive Wahlrecht beschränken, die zweite auch die Wählbarkeit einschliessen. Damit legten die Initianten zwei Möglichkeiten mit unterschiedlicher Reichweite vor, nachdem das Volk 2001 eine weiter gehende Vorlage abgelehnt hatte. Dass die Initianten damit taktisch klug gehandelt hatten, zeigte das knappe Abstimmungsresultat: Die weniger weit gehende Initiative wurde mit 52% Ja knapp gutgeheissen, diejenige, die auch die Wählbarkeit einführen wollte, hingegen mit 53% Nein abgelehnt. Die Liberalen und die SVP hatten zu beiden Vorlage die Nein-Parole ausgegeben.<sup>59</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 31.10.2005  
HANS HIRTER

Der Verfassungsrat von **Basel-Stadt** hatte im Herbst 2004, aus Angst vor einer Abstimmungsniederlage für das gesamte Projekt, das Ausländerstimmrecht wieder aus dem Verfassungsentwurf eliminiert. Immerhin dürfen die beiden Gemeinden Binningen und Riehen dieses für kommunale Angelegenheiten einführen. Die Stimmberechtigten hiessen diese Lösung am 30. Oktober gut.<sup>60</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 14.12.2005  
HANS HIRTER

Im Kanton **Bern** hatte das Parlament die Regierung im Jahr 2003 beauftragt, eine neue Vorlage für die Einführung des **fakultativen kommunalen Ausländerstimmrechts** auszuarbeiten (1993 hatte das Volk einen entsprechenden Vorschlag abgelehnt). Der Entwurf der Regierung sah vor, dass die Gemeinden den Ausländern, welche seit zehn Jahren in der Schweiz und seit fünf Jahren im Kanton wohnen, das Stimmrecht erteilen können. Der Grosse Rat trat auf das Projekt gar nicht ein. Im Gegensatz zu 2003 hatte sich diesmal die FDP der ablehnenden SVP angeschlossen, da sie eine erneute Niederlage in der Volksabstimmung befürchtete. Dies geschah im Kanton **Solothurn**, wo die Stimmberechtigten über die Einführung des fakultativen Gemeindestimmrechts für Ausländer zu entscheiden hatten. Der Kantonsrat hatte dieses im Frühjahr gegen den Widerstand der SVP beschlossen. In der Kampagne zur Volksabstimmung fiel die



Unterstützung durch die FDP und die CVP nur noch sehr schwach aus. Die Verfassungsänderung wurde am 25. September mit einem Nein-Stimmenanteil von 61% abgelehnt. In **Luzern** strich die Kommission zur Ausarbeitung einer neuen Kantonsverfassung ihren Vorschlag aus dem Vorjahr für die Einführung des fakultativen kommunalen Ausländerstimmrechts wieder. Das Anliegen war in der Vernehmlassung von allen bürgerlichen Parteien bekämpft worden. Die Regierung schlug dem Parlament vor, diese Neuerung den Stimmberechtigten als Zusatzfrage zur neuen Verfassung vorzulegen. Im Kanton **Graubünden**, wo die Gemeinden seit Anfang 2004 über die Kompetenz zur Einführung des Ausländerstimmrechts verfügen, haben bisher acht davon Gebrauch gemacht.<sup>61</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 11.08.2006  
HANS HIRTER

Im Kanton Glarus machte sich die Regierung das Anliegen der Jungsozialisten zu eigen, das Stimmrechtsalter auf **16 Jahre** zu senken. Bisherige Vorstösse auf kantonaler und nationaler Ebene hatten keinen Erfolg gehabt.<sup>62</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 14.09.2006  
HANS HIRTER

In **Luzern** lehnte das Kantonsparlament den Vorschlag der Regierung ab, die Einführung des Ausländerstimmrechts im Rahmen der Volksabstimmung über die neue Kantonsverfassung wenigstens als Variante zu präsentieren. Im Kanton **Zürich** beantragte die Regierung dem Parlament die Einführung des fakultativen Ausländerstimmrechts auf Gemeindeebene.<sup>63</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 05.10.2006  
HANS HIRTER

In **Neuenburg** empfahl die Kantonsregierung eine 2003 eingereichte Volksinitiative für die Erweiterung des **Ausländerstimm- und -wahlrechts** auf die Wählbarkeit in Kantonsbehörden zur Ablehnung.<sup>64</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 31.12.2006  
HANS HIRTER

Im **Kanton Bern** überwies das Parlament eine von Nadja Masshardt (sp) eingereichte, und auch von der Regierung unterstützte Motion für das Wahlrechtsalter 16 gegen den Widerstand der SVP und einer Mehrheit der FDP. In Basel-Stadt sprach sich das Parlament grundsätzlich für eine entsprechende Motion aus, hat diese im Berichtsjahr aber noch nicht überwiesen. In den Kantonen Aargau, Baselland, Jura und Zürich lehnten die Parlamente entsprechende Vorstösse der SP resp. der GP ab.<sup>65</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 13.02.2007  
HANS HIRTER

In den Kantonen **Zürich** und **Bern** lehnten die Parlamente, gegen die Empfehlung ihrer Regierungen, die Einführung des fakultativen Ausländerstimmrechts auf Gemeindeebene ab.<sup>66</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 07.05.2007  
HANS HIRTER

Im Kanton **Glarus** hiess die Landsgemeinde die von den Jungsozialisten geforderte **Senkung des aktiven Stimmrechtsalters auf 16 Jahre** mit knapper Mehrheit gut. Die Neuerung trat sofort in Kraft. Die Regierung hatte das Anliegen unterstützt, das Parlament und die drei bürgerlichen Parteien FDP, SVP und CVP empfahlen hingegen Ablehnung.<sup>67</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 18.06.2007  
HANS HIRTER

In **Neuenburg** entschieden die Stimmberechtigten über eine Volksinitiative für die Erweiterung des Ausländerstimm- und -wahlrechts auf die **Wählbarkeit** in Kantons- und Gemeindebehörden sowie über einen Gegenvorschlag von Regierung und Parlament, dieses passive Wahlrecht für Ausländer nur auf kommunaler Ebene einzuführen. Die von der SVP und der LP bekämpfte Wählbarkeit in Gemeindebehörden wurde mit einer Mehrheit von rund 55% angenommen; die weiter gehende Volksinitiative hingegen mit 59% Nein-Stimmen abgelehnt. Am gleichen Tag lehnte der Kanton **Jura** in einer Volksabstimmung die Ausweitung der Wählbarkeit von niedergelassenen Ausländern auf Ämter in Gemeindeexekutiven (in kommunale Parlamente sind sie bereits wählbar) mit einer knappen Mehrheit von 51% ab; die SVP hatte gegen diesen Parlamentsbeschluss das Referendum ergriffen.<sup>68</sup>

**PARLAMENTARISCHE INITIATIVE**

DATUM: 30.11.2007

HANS HIRTER

Nationalrätin Evi Allemann (sp, BE) wollte den Erfolg des Stimmrechtsalters 16 aus dem Kanton Glarus nutzen, und reichte eine parlamentarische Initiative für eine **entsprechende Senkung auf nationaler Ebene** ein. Die Staatspolitische Kommission des Nationalrats beschloss Ende November mit einem Mehr von 11 zu 10 Stimmen, dieser Initiative Folge zu geben.<sup>69</sup>

**ANDERES**

DATUM: 22.01.2008

HANS HIRTER

Im Kanton Bern lehnte das Parlament mit klarer Mehrheit eine Motion der EVP ab, die schweizerischen **Kindern** von ihrer Geburt an das aktive Stimmrecht erteilen wollte. Für Minderjährige würde dieses treuhänderisch von den Eltern ausgeübt. Die EVP argumentierte, dass mit dieser verstärkten Stimmkraft für junge Familien in der Politik auch vermehrt die Interessen der zukünftigen Generationen berücksichtigt würden.<sup>70</sup>

**KANTONALE POLITIK**

DATUM: 11.08.2008

HANS HIRTER

Die in der Deutschschweiz bisher nahezu erfolglosen Befürworter des Ausländerstimmrechts unternahmen einen neuen Anlauf. Linke und gewerkschaftliche Kreise reichten im Kanton Bern eine Volksinitiative für die **Einführung des fakultativen kommunalen Stimmrechts für Ausländer** ein, die seit mindestens zehn Jahren in der Schweiz und seit mindestens fünf Jahren im Kanton wohnen. Bisher kennen in der Deutschschweiz nur die Kantone Appenzell Ausserrhoden und Graubünden das fakultative kommunale Ausländerstimmrecht.<sup>71</sup>

**PARLAMENTARISCHE INITIATIVE**

DATUM: 24.09.2008

HANS HIRTER

Die Staatspolitische Kommission des Nationalrats hatte im Herbst 2007 die parlamentarische Initiative Allemann (sp, BE) für eine Senkung des aktiven **Stimmrechtsalters auf 16 Jahre** unterstützt. Nachdem sich die Schwesterkommission des Ständerates im Januar des Berichtsjahres aber mit neun zu drei Stimmen dagegen ausgesprochen hatte, kam sie auf ihren Entscheid zurück. Sie empfahl dem Plenum nun mit 15 zu 8 Stimmen, der Initiative keine Folge zu geben. Dabei übernahm sie das Hauptargument des Bundesrates, dass nicht über politische Fragen entschieden solle, wer nicht auch rechtlich als entscheidungsfähig gelte. Zudem sprach sich die Kommissionsmehrheit auch gegen unterschiedliche Alterslimiten für das aktive und das passive Wahlrecht aus. Neben der geschlossenen SP und der fast einstimmigen GP unterstützten bloss vereinzelte Bürgerliche den Vorstoss, der mit 107 zu 61 Stimmen abgelehnt wurde.<sup>72</sup>

**KANTONALE POLITIK**

DATUM: 31.12.2008

HANS HIRTER

Die Regierung des Kantons **Bern** beantragte gegen Jahresende eine Verfassungsänderung für die Senkung des Wahlrechtsalters auf 16 Jahre. Das Parlament hatte im Vorjahr die Regierung mit einer Motion zu diesem Schritt aufgefordert. In der Vernehmlassung im Sommer hatte sich gezeigt, dass die Positionen der Parteien unverändert geblieben waren: SP, GP und EVP sprachen sich für, SVP, FDP, BDP und EDU gegen die Neuerung aus. In **Basel-Stadt**, wo das Parlament im Jahr 2007 und im Januar des Berichtsjahres Vorstösse für eine Senkung des Wahlrechtsalters unterstützt hatte, legte die Regierung dem Parlament im April einen Antrag auf eine entsprechende Verfassungsrevision vor. Im Kanton **Uri** reichten die Jungsozialisten eine Volksinitiative für das Wahlrechtsalter 16 ein, die in der Folge auch von der Regierung unterstützt wurde.<sup>73</sup>

**KANTONALE POLITIK**

DATUM: 21.08.2009

HANS HIRTER

Im Kanton Bern sprach sich die Regierung für die Annahme der im Vorjahr eingereichten Volksinitiative für die **Einführung des fakultativen kommunalen Stimmrechts für Ausländer** aus. Eine analoge Volksinitiative wurde auch im Kanton Luzern eingereicht. In Basel-Stadt reichte ein vor allem aus der Linken formiertes Komitee eine Volksinitiative für das aktive Stimm- und Wahlrecht für niedergelassene Ausländer ein, welche seit mindestens fünf Jahren im Kanton wohnen. In der Waadt, welche das obligatorische kommunale Ausländerstimmrecht bereits kennt, lancierte die Linke eine Volksinitiative für die Ausweitung auf die Kantonsebene.<sup>74</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 31.12.2009  
HANS HIRTER

Die Befürworter des **Stimmrechalters 16** erlitten durchwegs Niederlagen; ihr Anliegen ist weiterhin einzig im Kanton Glarus verwirklicht. In drei Kantonen sprach sich das Volk im Berichtsjahr mit klarem Mehr dagegen aus. Das zentrale Argument der Gegner war überall, dass es nicht angehe, das politische Mündigkeitsalter tiefer anzusetzen als das zivilrechtliche.

Im Kanton **Basel-Stadt** lehnten die Stimmberechtigten die Senkung des Stimmrechalters auf 16 Jahre mit einem Neinstimmenanteil von 72 Prozent ab. Von den Parteien hatten sich lediglich die SP und die GP dafür ausgesprochen.

Die **Urner** lehnten eine entsprechende, von der CVP, der SP und der GP unterstützte Volksinitiative noch stärker (80%) ab. Zuvor hatte der Urner Landrat mit Stichentscheid der Präsidentin die Volksinitiative zur Annahme empfohlen.

Im Kanton **Bern** stimmte im Sommer das Parlament ebenfalls knapp zu, das Volk verwarf die Senkung des Stimmrechalters auf 16 Jahre aber mit 75 Prozent Neinstimmen. Dafür ausgesprochen hatten sich die SP, die GP, die Grünliberalen und die EVP.

Im Kanton **Schwyz** war im Entwurf für eine neue Kantonsverfassung ebenfalls das Stimmrechtalter 16 enthalten. In der Anfangs 2009 abgeschlossenen Vernehmlassung lehnten die CVP, die SVP und die FDP die Neuerung jedoch ab.<sup>75</sup>

**VOLKSINITIATIVE**  
DATUM: 01.05.2010  
MARC BÜHLMANN

Bereits zum zweiten Mal nach 1994 scheiterte in den Kantonen Basel-Stadt und Bern die Einführung des Ausländerstimmrechts an der Urne. Im Kanton **Basel-Stadt**, wo eine links-grüne Volksinitiative das **kantonale Stimm- und Wahlrecht** für Migranten forderte, wurde das Begehren und der Gegenvorschlag mit über 80% Nein-Stimmen abgelehnt. Der Grosse Rat hatte die Initiative zur Annahme empfohlen, die bürgerlichen Parteien und ihre Regierungsvertreter hatten sich jedoch offen gegen das Ansinnen gestellt.

Auch an der Landsgemeinde vom 1. Mai im Kanton **Glarus** wurde die Einführung des kantonalen Ausländerstimm- und Wahlrechts massiv verworfen. Noch gewährt damit kein Deutschschweizer Stand niedergelassenen Ausländern auf kantonaler Ebene politische Mitbestimmung.

Die im Kanton **Waadt** von der Linken lancierte und von den Gewerkschaften und der CVP unterstützte Initiative für ein kantonales Stimm- und Wahlrecht für Ausländer, die seit mindestens zehn Jahren in der Schweiz und drei Jahren im Kanton Waadt wohnen, kam zustande. Die Vorlage wird voraussichtlich 2011 zum Entscheid an die Urne gelangen. Der Staatsrat lehnt sie ab. Der Kanton kennt bereits das kommunale Ausländerstimmrecht.

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 15.10.2010  
MARC BÜHLMANN

Im Kanton Bern, wo ein **fakultatives kommunales Stimm- und Wahlrecht für Ausländer** eingeführt werden sollte, stimmten auf Empfehlung des Grossen Rates und der bürgerlichen Parteien 72% der Urnengänger dagegen. Die Regierung des Kantons Luzern unterstützt die vom Verein Secondas Plus eingereichte Initiative für die fakultative Einführung des kommunalen Ausländerstimmrechts. Allerdings verlangt sie in einem Gegenvorschlag eine einheitliche Regelung für alle interessierten Gemeinden. Schweizweit gibt es bisher acht Kantone, die ein solches fakultatives kommunales Stimm- und Wahlrecht für Migranten kennen. Es sind dies Neuenburg, Jura, Genf, Waadt, Freiburg, Appenzell Ausserrhoden, Graubünden und Basel-Stadt. In Basel-Stadt wurde die fakultative Erweiterung des kommunalen Wahl- und Stimmrechts auf weitere Personengruppen allerdings weder von Riehen noch von Bettingen umgesetzt.<sup>76</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 15.12.2010  
MARC BÜHLMANN

Die im Januar 2009 im Kanton **Neuenburg** eingereichte Volksmotion, welche die **Herabsetzung des Stimmrechalters** von 18 auf 16 Jahre fordert, wurde vom Grossen Rat mit 55 zu 39 Stimmen überwiesen. Die Ratsrechte, allen voran die SVP und Teile der FDP, machte geltend, dass Junge im Alter von 16 Jahren von einer vorwiegend linksorientierten Lehrerschaft indoktriniert seien und dass Vertragsunterschriften in diesem Alter rechtlich nicht bindend seien. Die Linke hingegen argumentierte für eine altersmässige Anpassung des Stimmrechts an die Steuerpflicht und für die frühe politische Einbindung der Jugend als Zukunftsträgerin der Gesellschaft. Der Neuenburger Staatsrat unterstützte die Motion ebenfalls.

Im Kanton **Waadt** wurde eine parlamentarische Initiative der SVP, die ebenfalls die Einführung des Stimmrechalters 16 vorgesehen hätte, vom Parlament Ende 2010 abgelehnt. Gegner und Befürworter fanden sich sowohl im linken wie auch im rechten Lager.

Die von der jungen **Luzerner** CVP lancierte Initiative für ein Stimmrecht ab Geburt (Familienstimmrecht) scheiterte an der Unterschriftenhürde und kam nicht zustande.<sup>77</sup>

**VOLKSINITIATIVE**  
DATUM: 27.11.2011  
NADJA ACKERMANN

Im Kanton **Zürich** lancierte der Verein **Secondas Plus** eine Volksinitiative zur Einführung des **Ausländerstimmrechts**. Die Initianten verlangen, dass den Gemeinden in der Kantonsverfassung die Kompetenz eingeräumt wird, die politischen Rechte in Gemeindeangelegenheiten auch für Ausländerinnen und Ausländer vorzusehen. Voraussetzung ist, dass die Ausländer mindestens zehn Jahre in der Schweiz leben und, seit mindestens drei Jahren ununterbrochen in der Gemeinde wohnen und das kommunale Stimm- und Wahlrecht persönlich beantragen.

Im Kanton **Waadt** sprachen sich 69 Prozent der Stimmenden gegen eine Einführung des aktiven und passiven Wahlrechts für Ausländerinnen und Ausländer auf kantonaler Ebene aus.

Auch im Kanton **Luzern** verwarf das Stimmvolk im November eine vom Verein **Secondas Plus** lancierte Volksinitiative «Mit(be)stimmen!», die den Gemeinden die Möglichkeit einräumte, Ausländern mit Niederlassungsbewilligung das kommunale Stimmrecht zu gewähren. Die grossen Parteien CVP, FDP und SVP traten geschlossen für eine Koppelung vom Stimmrecht ans Bürgerrecht ein: Vor der Vergabe von politischen Rechten müsse die Integration gesichert sein.<sup>78</sup>

**KANTONALE POLITIK**  
DATUM: 30.11.2011  
HANS HIRTER

Die Einführung des **Ausländerstimmrechts** kam im Berichtsjahr einige kleine Schritte voran. Im Kanton **Neuenburg**, der das kommunale Ausländerstimmrecht bereits kennt, beschloss das Parlament im Rahmen der Verfassungstotalrevision ohne Gegenstimme, dieses Recht auch für kantonale Angelegenheiten zu gewähren. Am 24. September hiessen die Stimmberechtigten die neue Verfassung und damit auch das kantonale Ausländerstimm- und -wahlrecht mit einem Ja-Stimmenanteil von 77% gut. Nachdem 1998 im Kanton **Jura** das Parlament beschlossen hatte, dass Ausländer in Gemeindeparlamente gewählt werden können, führten die Gemeinden Delsberg, Porrentruy, Bassecourt und Les Bois diese Neuerung ein. Im Herbst wurden in Delsberg vier Ausländer in das 51köpfige Parlament gewählt. In **Genf**, wo die Kantonsregierung 1998 die Einführung des fakultativen Ausländerstimmrechts auf Gemeindeebene vorgeschlagen hatte, entschied sich die linke Parlamentsmehrheit für eine weiter gehende Lösung. Der Grosse Rat beschloss die obligatorische Einführung sowohl des aktiven als auch des passiven kommunalen Ausländerstimm- und -wahlrechts. Im Kanton **Schaffhausen** hiess der Grosse Rat in 1. Lesung die neue totalrevidierte Kantonsverfassung gut, welche unter anderem auch das kommunale fakultative Ausländerstimmrecht enthält. Im Kanton **St. Gallen** war ein entsprechender Passus in der 1. Lesung vom Grossen Rat ebenfalls gutgeheissen, in der 2. Lesung dann aber wieder aus dem Entwurf für die neue Kantonsverfassung gestrichen worden.<sup>79</sup>

**BUNDES RATSGESCHÄFT**  
DATUM: 08.03.2013  
NADJA ACKERMANN

Die Bundeskanzlei führte 2013 eine Vernehmlassung zur Teilrevision des **Bundesgesetzes über die politischen Rechte** durch. Durch die Überarbeitung der Bestimmungen betreffend die Nationalratswahlen soll garantiert werden, dass diese aufgrund der wachsenden Listen-Komplexität verstärkt EDV-gestützt und somit auch künftig noch fristgemäss durchgeführt werden können. Dazu soll eine auf der Basis der AHV-Nummer errechnete und nicht zurückführbare Nummer die Doppelkandidatur von Nationalratskandidaten verhindern. Weiter soll durch die Konzentration der Wahlanmeldetermine der rechtzeitige Versand der Abstimmungsunterlagen sichergestellt werden. Schliesslich soll nur bei begründetem Verdacht auf Unregelmässigkeiten eine Nachzählung durchgeführt werden. Die vorgeschlagenen Änderungen waren in der Vernehmlassung mehrheitlich begrüsst worden, wobei jedoch bei einzelnen Massnahmen die Praktikabilität in Frage gestellt wurde. Im November verabschiedete der Bundesrat die Botschaft. Aufgrund der in der Vernehmlassung geäusserten Kritik verzichtete er im überarbeiteten Entwurf erstens auf die Differenzierung der Sammelfristen zu Volksbegehren, zweitens auf die durch ein Prüfsummenverfahren kontrollierte – sogenannte gehashte – AHV-Nummer aller Nationalratskandidaten und drittens auf die Streichung der Berufsangaben der Kandidaten. Zu den wichtigsten Neuerungen, über welche das Parlament im kommenden Jahr zu beraten haben wird, gehören folgende: Neu sollen Doppelkandidaturen nachträglich gestrichen werden können. Weiter soll der Wahlanmeldeschluss auf den August des Wahljahres konzentriert und damit das Wahlmaterial spätestens in der 4.-letzten Woche vor dem Wahltag verteilt werden. Schliesslich sollen Nachzählungen eidgenössischer Volksabstimmungen auf jene Fälle beschränkt werden, in denen Unregelmässigkeiten glaubhaft gemacht werden können. Als Kompensation soll eine gesetzliche Grundlage für die Beobachtung von Urnengängen durch Stimmberechtigte auf der Basis gewachsener kantonaler Gewohnheiten geschaffen werden.<sup>80</sup>

Die Stimmbevölkerung des Kantons Zürich wollte nicht, dass Gemeinden Ausländern auf deren Gesuch hin das kommunale Stimm- und Wahlrecht einräumen können. Die entsprechende Volksinitiative „Für mehr Demokratie“ des Vereins SecondasPlus wurde im September an der Urne mit 75% Nein-Stimmen bei einer Stimmbeteiligung von 49,4% klar verworfen. Es war bereits das dritte Mal, dass die Einführung des kommunalen Ausländerstimmrechts im Kanton Zürich abgelehnt wurde.<sup>81</sup>

Als Erstrat behandelte der Nationalrat im Frühjahr das bezüglich der Bestimmungen über die Nationalratswahlen geänderte **Bundesgesetz über die politischen Rechte**. Durch die Revision sollte auch in Zukunft die effiziente Durchführung der Nationalratswahlen sichergestellt werden. In der Parlamentsdebatte gab vor allem die indirekte Verlängerung der Referendumsfrist zu reden, welche im Anschluss an die gescheiterten Referenden gegen die Steuerabkommen mit Grossbritannien, Österreich und Deutschland auf die politische Agenda gerückt war. Schliesslich entschied die aus einer unheiligen Allianz bestehende Mehrheit aus den Fraktionen der Grünen, SP und SVP mit 110 zu 76 Stimmen bei einer Enthaltung, dass künftig auch Unterschriftenlisten berücksichtigt werden sollten, die erst nach Ablauf der Frist bescheinigt würden. Dies sollte dann möglich sein, wenn die Listen noch innert der Referendumsfrist bei der Amtsstelle eingereicht und deren Eingang bestätigt wurde.

Ebenfalls führte die Frage, wann eine Nachzählung durchgeführt werden sollte, zu Diskussionen. Letztendlich entschied sich der Rat mit 119 zu 61 Stimmen aus dem linken Lager für den Vorschlag des Bundesrates, wonach nur bei glaubhaft gemachten Unregelmässigkeiten eine Nachzählung anzuordnen sei. Der Nationalrat wollte weiter keine Beobachtung der Urnengänge und strich eine entsprechende Bestimmung im Gesetzesentwurf mit 105 zu 68 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Während der Ständerat einen Nachzählautomatismus ebenfalls ablehnte und im Anschluss an den Nationalrat mit knapper Zustimmung auch die Berufsbezeichnung weiterhin in den Wahlvorschlägen behalten wollte, schuf er an anderen Stellen Differenzen. So sprach sich die kleine Kammer mit 29 zu 14 Stimmen gegen eine nachträgliche Bescheinigung der Unterschriften und somit gegen eine indirekte Erstreckung der Referendumsfrist aus. Die Frist sei bereits 2003 von 90 auf 100 Tage erstreckt worden, um den Komitees mehr Zeit für die Beglaubigung einzuräumen. Es brauche daher keine weitere Fristverlängerung, sondern eine sukzessive Einreichung der gesammelten Unterschriften bei den Gemeinden. Weiter wollte der Ständerat Wahlbeobachter zulassen und die Volksinitiativen wie bisher innert zehn Monaten nach der parlamentarischen Schlussabstimmung dem Volk vorlegen lassen.

In der Herbstsession erwies sich insbesondere die Frage nach den Wahlbeobachtern als der eigentliche Knackpunkt, der die Vorlage beinahe zum Scheitern verurteilte. Während sich die Räte bezüglich der Referendumsfrist darauf einigen konnten, dass die Unterschriftenlisten laufend, spätestens aber rechtzeitig vor Ablauf der Referendumsfrist der Amtsstelle zuzustellen sind, beharrte jeder Rat auf seiner Position, als es um die Beobachtung der Urnengänge ging. Wie der Bundesrat sprach sich auch die kleine Kammer für die Vertrauen stärkende, gesetzliche Verankerung von Wahlbeobachtungen, wie sie bereits einige Kantone kennen, aus. Dabei könnten wie von der OSZE gefordert auch ausländische Wahlbeobachter eingeladen werden, was sich insbesondere im Jahr der schweizerischen OSZE-Präsidentschaft gut machen würde. Der Nationalrat war hingegen weiterhin der Ansicht, dass Wahlen in der Schweiz korrekt abliefen und daher eine neue Gesetzesbestimmung überflüssig sei. Schliesslich lenkte der Ständerat mit 23 zu 21 Stimmen knapp ein, die bestehende Praxis beizubehalten. Ausschlaggebend war dabei das Argument, dass die mit Blick auf die bevorstehenden Wahlen 2015 dringende Gesetzesrevision nicht an einem Detail scheitern sollte. Dadurch konnte die Vorlage im Nationalrat mit 172 Stimmen bei 26 Enthaltungen – darunter 22 aus der SP-Fraktion – einstimmig und im Ständerat mit 38 zu 4 Stimmen bei 3 Enthaltungen verabschiedet werden.<sup>82</sup>

Nach dem Vorbild Österreichs forderte die grüne Nationalrätin Lisa Mazzone (gp, GE) mit einer parlamentarischen Initiative die **politischen Rechte ab 16 Jahren**. Die Argumente, mit denen die Mehrheit der SPK-NR ihrem Rat die Ablehnung bzw. eine Kommissionsminderheit die Annahme der Initiative beantragte, erinnerten an die Huhn-oder-Ei-Problematik: Ist das Stimmrecht eine Voraussetzung für politisches Interesse oder ist das politische Interesse eine Voraussetzung für das Stimmrecht? Während die Gegner des Anliegens Bedenken äusserten, die meisten 16- oder 17-Jährigen hätten kein genügendes Interesse an der Politik, erhofften sich die Befürworter durch die Senkung des politischen Mündigkeitsalters gerade eine verstärkte Bildung ebendieses Interesses bei den Jugendlichen. In der Herbstsession 2017 gab der Nationalrat der Initiative mit 118 zu 64 Stimmen bei 5 Enthaltungen keine Folge. Während das Anliegen in den Fraktionen der Grünen, der SP, der Grünliberalen und der BDP auf breite Zustimmung stiess, stimmten die SVP- und die FDP-Fraktionen geschlossen sowie die CVP-Fraktion grossmehrheitlich dagegen.<sup>83</sup>

- 1) Vat., 21. 27.1.70; Tat, 102, 2.5.70; Lb, 139, 19.6.70; TdG, 244, 19.10.70; NZZ, 305, 5.7.70.; Amt. Bull. NR, 1970, S.172; Amt. Bull. SR, 1970, S.237; Baselland: BN, 216, 29.5.70; Luzern: Vat., 21, 27.1.70; Schaffhausen: NZZ (sda), 488, 20.10.70; Bern: Bund, 277, 26.11.70.; JdG, 141, 20./21.6.70; TdG, 244, 19.10.70.; Luzern: NZZ, 509, 2.11.70; Baselstadt: Vorwärts, 44, 29.10.70.; NZZ, 473, 12.10.70.; TLM, 119, 29.4.70; 120, 30.4.70; 121, 1.5.70; 122, 2.5.70; 123, 3.5.70; 124, 4.5.70; Tat, 102, 2.5.70; NZZ, 305, 5.7.70.; Umfrage des Schweiz. Instituts für öffentliche Meinungsumfrage (ISOP): 57 % dagegen, 42 % dafür (NZZ, sda, 482, 16.10.70; Tw, 242, 16.10.70).
- 2) Annuaire statistique de la Suisse, 1971, p. 553.; Annuaire statistique de la Suisse, 1971, p. 556.; Discours du CF von Moos in Documenta Helvetica, 1971, no 1, p. 27 ss, 45 ss.; NZZ, 11.1., 15.1., 19.1., 25.1., 31.1., 1.2., 4.2.14.11. et 29.12.71; Vat., 11.1. et 1.2.71; VO, 19.1.71; Tw, 20.1.71; Lib., 20.1.71; St. Galler Tagblatt, 21.1.71; NZN, 22.1.71; TLM, 24.1., 2.2., 3.2. et 5.2.71; TdG (ats), 28.1., 4.2. et 14.12.71; GdL, 11.1., 14.1., 27.1., 28.1. et 4.2.71; JdG, 1.2.71; Lb, 3.2.71; Bund, 16.2., 17.2. et 14.12.71;
- 3) Amt. Bull. NR, 1972, S.748; GL: proposition du PDC (Bund, 264, 9.11.72); LU: initiative populaire (AZ, 128, 3.6.72); NE: motion (TLM, 347, 13.12.72); UR: motion (Vat., 238, 12.10.72). Cf. aussi BN (ats), 372, 11.12.72.; Heisses Schülerbuch, Urnäsch 1972.; Votations cantonales à BL: 18.199 oui, 19.716 non; à GE: 22.474 oui, 37.046 non; à SH: 5166 oui, 24.783 non. Cf. infra, p. 143 s. A Zurich, la question fut traitée lors de la révision de la loi électorale (AZ, 44, 22.2.72), à Berne, lors de la révision de la loi sur les communes (Tw, 208, 5.9.72.); cf. BN, 160, 18.4.72; TG, 90, 18.4.72.
- 4) NZZ (ats), 532, 15.11.73; TG, 267, 15.11.73.; Vaud: TLM, 52, 21.2.73. Glaris: NZZ, 207, 7.5.73. Bâle-Ville: BN, 260, 5.11.73. Le peuple tessinois rejeta la réforme le 20.1.74 (CdT, 17, 21.1.74), le peuple zurichois le 17.3.74 (TA, 64, 18.3.74).
- 5) TLM, 193, 12.7.74.; NZZ (ats), 129, 18.3.74.
- 6) Amt. Bull. NR, 1975, S.1839; Pour les projets cantonaux, cf. infra, part. II, 1a. La majorité rejetante fut de 6249: 3288 à Uri (Vat., 249, 27.10.75) et de 23 289: 5854 à Schaffhouse (TA, 285, 8.12.75); NZZ (sda), 212, 13.9.75.
- 7) BBl. II, 1976, S.1401; BBl. III, 1976, S.1128
- 8) Amt. Bull. NR, 1977, S.535; Amt. Bull. SR, 1977, S.565; NZZ (sda), 282, 1.12.77.; TLM, 122, 2.5.77.
- 9) Amt. Bull. NR, 1978, S.63; Amt. Bull. SR, 1978, S.234; Presse vom 15.4. u. 8.6.78.
- 10) NZZ, 19. 24.1.79 und TLM, 43. 12.2.79.; BBl. II, 1979, S.11; BaZ, 22. 26.1.79; 39. 15.2.79.; Bund, 41. 1.2.79; NZZ, 41. 19.2.79; Vat., 41. 19.2.79.; JdG, 55, 7.3.79; TA, 257, 5.1.79; TLM, 132, 12.5.79; TLM, 303.30.10.79; CdT, 66. 21.3.79; Vat., 262. 12.11.79; TA, 159, 12.7.79.; TLM, 253, 10.9.79; CdT, 242, 22.10.79; TLM, 43, 12.2.79; NZZ, sda, 37, 14.2.79.
- 11) TLM, 63, 3.3.80; NZZ, 98, 28.4.80; Suisse, 168, 16.6.80; BaZ, 228, 29.9.80; LNN, 226, 29.9.80; SGT 228, 29.9.80; Vat., 227, 30.9.80.; TW, 184, 8.8.80; SZ, 299, 20.12.80.
- 12) BaZ, 136, 15.6.81; LNN, 278, 30.11.81.
- 13) Vat., 126, 3.6.82 und 129, 7.6.82; 126, 4.6.82.; WaB 128, 7.6.82.; NZZ, 128, 7.6.82.; SZ, 129, 7.6.82.; Bund, 105, 7.5.82; 180, 5.8.82; 46, 24.2.83.
- 14) Vat., 22.1.83; 25.2.83; 25.4.83; 24.10.83.; Bund, 24.2.83; 5.12.83.; AT, 14.5.83.; BaZ, 16.9.83.; Lib., 26.1.83; 4.3.83; 13.5.83; Suisse, 26.1.83.; BaZ, 10.9.83; SZ, 6.12.83; Vat., 9.6.83; BaZ, 24.10.83.
- 15) AT, 1.6.84; 15.8.84; 3.12.84.; Lib., 20.1.84; 27.2.84.; Lib., 29.9.84.; SN, 27.2.84.; TW, 10./11.3.84; Suisse, 16.3.84; Bund, 21.5.84.; SZ, 31.7.84; Vat., 17.5.84.
- 16) Vat., 8.5.85; SGT, 27.8.85; CdT, 21.12.85; SGT, 29.11.85; Lib., 10.6.85.
- 17) TA, 24.6.86.; SZ, 9.6.86.; JdG, 9.1.86; CdT, 18.3.86; 9.6.86.; TA, 13.2.86; 24.6.86; 8.12.86.; LNN, 6.5.86; 9.12.86; Vat., 25.6.86.; SGT, 7.4.86.
- 18) BaZ, 30.9.87; TA, 31.8. und 26.11.87; Vr, 23.11.87.
- 19) NZZ, 23.2.87.; Vat., 13.2. und 6.4.87.
- 20) Zürich: Vr, 11.3. und 4.7.88; TA, 23.3.88; S. 20. Neuenburg: FAN, 14.4. und 22.7.88.
- 21) BaZ, 13.6.88.; BüZ, 2.12.88.; NZZ, 20.12.88.; Bund, 13.6. und 26.9.88.
- 22) SGT, 23.10. und 28.11.89.; TA, 14.2. und 17.4.89; Ww, 20.4.89; Vat., 25.4.89; Presse vom 1.5.89.
- 23) Zürich: TA, 20.3., 29.3. und 8.9.89. Bern: Bund, 14.9.89. Siehe auch WoZ, 28.4.89; TA, 29.9.89.
- 24) Bund, 25.1., 10.5., 22.11. und 27.11.89.; LNN, 1.3. und 6.3.89.; NZZ, 27.2. und 6.3.89.; SZ, 29.1.89.; AT, 16.6. und 25.10.89.; SGT, 21.2. und 5.6.89.
- 25) Presse vom 30.4.90; SGT, 14.5. und 8.6.90; TA, 12.11.90.
- 26) Express, 7.4., 10.5., 15.9. und 24.9.90.; SGB: NZZ, 15.8.90; siehe auch Lit. Marquis. Basel: TA, 15.8.90. Zürich: Vr, 6.7., 9.7. und 10.7.90. Genf: JdG, 6.2., 25.8. und 5.9.90. vgl auch BaZ, 13.2.90; TA, 15.8.90; TW, 15.9.90.
- 27) 24 Heures, 19.9.90; Amt. Bull. NR, 1990, S.1966; Amt. Bull. NR, 1990, S.279; Amt. Bull. SR, 1990, S.651; Amt. Bull. SR, 1990, S.858; BBl. I, 1990, S.1167; BBl. I, 1990, S.1545; BBl. III, 1990, S.557
- 28) Presse vom 28.11.90; NZZ, 26.2.91.
- 29) AB NR, 1990, S. 2424
- 30) Siehe unten, Teil 1, 2 (Suisse de l'étranger).
- 31) NZZ, 11.2. und 26.2.91; TA, 4.2.91; Presse vom 4.3.91
- 32) 24 Heures, 28.2. und 24.5.91.; BS: BaZ, 19.6.91. BE: Bund, 29.4. und 27.9. AG: BaZ, 29.6.91; AT, 13.7.91. ZH: Vr, 8.3.91; TA, 11.3. und 16.5.91.; JdG, 8.2.91; 24 Heures, 8.2. und 20.2.91; NZZ, 18.5.91.
- 33) NZZ, 17.6. und 11.10.91; BüZ, 9.12.91; Siehe auch Teil II, 1b
- 34) 24 Heures, 27.3., 6.5., 3.9., 23.9. und 28.9.92; JdG, 25.3.92; SGT, 18.4., 8.5. und 18.5.92; BE: BZ, 1.5.92 und; BZ, 25.6. und 4.11.92 (Verfassung). BS: BaZ, 19.5.92. TI: CdT, 18.11.92.
- 35) NZZ, 14.11.92; Verhandl. B. vers., 1992, VI, S. 30.
- 36) CdT, 14.1.93; AT, 22.1.93; JdG, 13.3., 7.6., 29.11.93; Lib., 20.3. und 30.6.93; TA, 20.4. und 27.9.93; Bund, 11.8.93.
- 37) AB NR, 1993, S. 1364 ff.; AB NR, 1993, S. 1368
- 38) BaZ, 20.5. und 12.6.94.
- 39) BZ, 20.1., 12.11. und 5.12.94; SZ, 28.4.94; LZ, 29.4.94; TW, 8.10., 15.10. und 22.10.94; BüZ, 30.11.94.
- 40) Cueni und Fleury (1994). Stimmberechtigte Ausländer.
- 41) AT, 17.3. und 31.5.95; LNN, 19.5. und 23.10.95; BaZ, 21.10.95; SZ, 21.10.95.

- 42) QJ, 25.10.95; JdG, 8.12.95.
- 43) QJ, 25.1., 29.2., 4.4., 4.5., 24.5., 3.6.-8.6. und 10.6.96; NQ, 9.5.96.
- 44) AT, 31.1. und 11.3.96; BaZ, 6.3.96; SGT, 10.6.96; Lib., 29.8.96; NQ, 19.9.96.
- 45) Lib., 8.3. und 17.3.97; BaZ, 3.9.97; SZ, 24.11.97.
- 46) TG, 2.10.98; QJ, 17.11. und 19.11.98
- 47) AB NR, 2000 S. 494 ff.; Bund, LNN und NZZ, 19.5.00; NZZ, 30.5. und 5.6.00
- 48) 24h, 3.3. und 8.12.01.; AB NR, 2001, S. 1379 f.; GE: TG, 5.3.01. SH: SN, 5.3.01.
- 49) FR: Lib., 25.4.02. GR: TA, 19.6.02.
- 50) BaZ, 17.7.02; LT, 20.7., 31.7. und 7.8.02; NZZ, 7.8. und 19.8.02.
- 51) 24h, 28.8. und 23.9.02; Lib., 28.11.02.
- 52) AB NR, 2003, S. 501 (Beilagen, I, S. 175 f.). ; TA, 28.6.03, BZ, 13.6.03.
- 53) 24h, 23.8.03; Lib., 19.9. und 24.12.03; NZZ, 14.1.04. ; BaZ, 30.5. und 3.7.03.; Büz, 19.5.03. ; LT, 21.2.03; Lib., 14.11.03.
- 54) Bund, 17.6.03.; Express, 17.6. (Lancierung) und 16.12.03 (Einreichung); TG, 13.2.03 (Lancierung); LT, 8.7.03 (Einreichung).
- 55) BaZ, 22.7.04.
- 56) BBl, 2004, S. 2113 ff.
- 57) Lib., 13.3.04; 24h, 3.8. und 21.8.04.; Lib., 7.10.04.
- 58) BZ, 1.2.05; Lib., 4.2. und 17.3.05.
- 59) TG, 8.4., 25.4. und 10.5.05; TA, 25.4.05.
- 60) BaZ, 31.10.05.
- 61) Bund, 14.1. und 19.4.05; BZ, 19.4.05. ; Büz, 25.10., 5.12. und 14.12.05.; NLZ, 9.5. und 20.12.05. ; SZ, 13.9. und 26.9.05.
- 62) TA, 11.8.06.
- 63) NLZ, 14.9.06. ; NZZ und TA, 2.6.06.
- 64) LT, 5.10.06.
- 65) Bern: Bund und BZ, 6.6.07. AG: AZ, 10.1. und 11.1.07. BL: BaZ, 19.10.07. JU: QJ, 22.6. und 22.12.07. ZH: TA, 19.6.07. BS: BaZ, 19.5., 12.12. und 15.12.07. Siehe auch WoZ, 17.5.07.
- 66) BE: Bund, 24.1.07. ZH: TA, 10.2. und 13.2.07.
- 67) NZZ, 8.2., 7.5. und 10.5.07; TA, 7.5.07.
- 68) NE: Express, 1.2., 22.3. und 18.6.07; TA, 13.6. und 18.6.07. JU: LT, 22.2.07; QJ, 24.2., 24.4. und 18.6.07; TA, 13.6. und 18.6.07.
- 69) BZ, 8.5.07; NZZ, 1.12.07.
- 70) Bund, 22.1.08.
- 71) Bund und BZ, 12.8.08; Bund, 29.8.08.
- 72) AB NR, 2008 S. 1297 ff.; AZ, 14.2.08.
- 73) Bern: Bund, 28.6., 4.10. und 13.12.08. Basel: BaZ, 4.1. und 16.4.08. Uri: NLZ, 9.4. und 29.12.08.
- 74) BE: Bund, 21.8.09. LU: NLZ, 19.6.09. BS: NZZ, 9.3.09. VD: 24h, 19.5.09.
- 75) BS: BaZ, 20.1. und 9.2.09. UR: NLZ, 12.2., 15.5. und 18.5.09. BE: Bund, 31.3. und 30.11.09. SZ: NLZ, 12.2.09. Siehe auch BaZ, 4.6.09.
- 76) BS: BAZ, 23.6. 18.08. und 27.09.10; GL: NZZ 2.5.10; VD: NZZ, 18.1.10; 24h, 18.1.10 und LT, 15.10.10; BE: Bund, 19.1. und 27.9.10; LU: NLZ 3.8.10.
- 77) NE: Exp, 30.4.10; VD: LT, 15.12.10; LU: NLZ, 27.11.10.
- 78) ZH: NZZ, 9.2.11; VD: BaZ, 4.9.11; LU: SoS, 27.11.11.
- 79) LT, 14.9. und 25.9.00.; NE: LT, 7.3.00; Express, 25.9.00. JU: LT, 22.5.00; TA, 21.11.00; WoZ, 30.11.00. ; SH: NZZ, 29.5.00.
- SG: SGT, 27.9.00.
- 80) BBl, 2013, S. 9217 ff.
- 81) NZZ, 22.6., 31.7., 24.8., 31.8. und 23.9.13
- 82) AB NR, 2014, S. 428 ff.; AB SR, 2014, S. 467 ff.
- 83) AB NR, 2017, S. 1285 ff.; Kommissionsbericht SPK-NR vom 18.08.2017; LZ, SGT, 13.9.17